
S3 Montpellier - Congrès académique d'Agde, 15 et 16 mars 2018

Introduction

Les politiques et transformations sociales menées actuellement, dans la continuité de celles menées depuis 30 ans, portent la double empreinte « Macron » : **un objectif**, la libéralisation générale de pans entiers de la société (diminution de la dépense publique, privatisations) au service de quelques-uns et au détriment de la majorité ; et **une méthode** : renforcer le dirigisme de l'État et affaiblir les corps intermédiaires, en particulier le mouvement syndical, en conjuguant un discours démagogique sur la concertation avec une politique du fait accompli qui place les syndicats au pied du mur, et en empilant les « réformes » dans le but d'asphyxier toute perspective de mouvement social.

Outre la méthode et le rythme imposé, ce sont bien les logiques libérales mises en œuvre que le SNES et la FSU contestent et combattent. **Que ce soit dans le domaine de la santé, de l'éducation, du travail, le seul credo du gouvernement est de renvoyer chacun à sa propre responsabilité, en méprisant toutes les garanties collectives et les solidarités.**

E. Macron spéculé sur une opinion publique qui serait lasse des conservatismes et de l'immobilisme. Le défi des syndicats est de montrer le changement de société qui s'opère via les politiques actuelles. L'enjeu, c'est la liquidation de l'idée même de mission de service public et de ce qu'il contient en termes de cohésion sociale et d'égalité d'accès aux services publics pour tous sur tout le territoire. La réforme proposée à la SNCF est symptomatique à ce titre car mue par deux principes exclusifs : la rentabilité et la concurrence. D'où une privatisation affichée dans un secteur d'activité qui s'apparente à ce qu'on appelle un monopole naturel. Autrement dit, qui ne peut s'accommoder ni de la concurrence ni de la recherche de profits.

Ce filtre libéral de la rentabilité au détriment de l'utilité sociale n'épargne pas la Fonction Publique, avec les projets affirmés de remise en cause de nos statuts et de nos retraites. La suppression de 120000 postes de fonctionnaires (70000 dans la territoriale, 50000 dans la Fonction Publique d'Etat), qui figurait au programme du candidat Macron, a été réaffirmée comme un objectif prioritaire. Ministre, ce dernier avait déjà déclaré souhaiter appliquer au secteur public les méthodes de management du privé et « assouplir » le modèle social des fonctionnaires (individualisation des salaires, recul des droits syndicaux).

Face à ce libéralisme autoritaire et à ces pratiques non démocratiques, et devant l'absence d'opposition et de perspectives politiques, le rôle des organisations syndicales est primordial et leurs responsabilités multiples : dénoncer les stratégies gouvernementales de division du corps social (statut contre contrat, public contre privé, actifs contre retraités...) ; convaincre que les enjeux et difficultés actuels de la société ne trouveront pas de réponse dans le chacun pour soi, mais dans les solidarités collectives ; rassembler autour des valeurs d'intérêt général que représentent les missions de service publics ; promouvoir des alternatives économiques, sociales et environnementales ; enfin, peser et construire les mobilisations pour imposer d'autres choix, en redonnant confiance sur l'action collective. **Par leur place et leur représentativité dans la Fonction Publique, le SNES et la FSU ont une part particulière à prendre dans ce combat contre les politiques actuelles et dans la défense des missions, du rôle, des statuts de la Fonction Publique.**